

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule déchets
4 av de la gare
BP 132
48005 Mende cedex

Mende, le 23/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL

20 RUE DE LA DRAINE
48000 Mende

Références : 2023-05-
Code AIOT : 0006602540

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2023 dans l'établissement ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL implanté ZAE du causse d'Auge 20-22 rue de la Draine 48000 Mende. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le dimanche 26 mars 2023 M. Olivier Dalle, président d'Environnement Massif Central (EMC), informe l'Inspection des installations classées que les fortes précipitations entraînent un rejet moussant aux exutoires des bassins d'orages des sites de Chimirec et EMC. L'inspection des deux sites est réalisée le lundi 27 mars en matinée. Suite à cette inspection, un nouveau signalement a été fait, concernant un écoulement noir à l'exutoire du bassin nord ouest. Ce bassin n'ayant pas été inspecté le jour de la visite une information complémentaire a été sollicitée auprès de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL
- ZAE du causse d'Auge 20-22 rue de la Draine 48000 Mende
- Code AIOT : 0006602540
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation de tri, transit et traitement de déchets non dangereux exploité par l'entreprise Environnement Massif Central exerce plusieurs activités de tri et traitement de produits plastiques, de transit de VHU, de déchets verts et de production de combustible solide de récupération.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets des eaux météoriques
- propreté du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Contrôles des installations de gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 3.5.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejet des eaux pluviales au milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 2.1.1	/	Sans objet
2	Entretien des abords du site	Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 2.1.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La production de mousse à l'exutoire du bassin sud est un phénomène déjà rencontré sur ce site lors d'épisodes pluvieux intenses. Ce phénomène est probablement causé par la présence de résidus de produits d'hygiène (savons, lessives..) en très faible quantité dans les eaux pluviales rejetées après ruissellement sur la plateforme de stockage de déchets plastiques contenant de produits d'hygiène.

Ces épisodes intenses sont généralement marqués par le déversement de débris plastiques hors du site, chariés par les eaux ou le vent. Le site dispose d'équipes de nettoyage chargées de l'entretien des abords. Le jour de la visite, des traces du phénomène moussant et des débris sont visibles hors des limites du sites.

Une modification structurelle du système de collecte des eaux de ruissellement est prévue avec la réalisation des mesures de gestion des eaux explicitées dans le dossier d'autorisation environnementale et de régularisation en cours d'instruction.

Concernant le suivi des installations de gestion des eaux et la surveillance des rejets, l'exploitation à transmis le 23/05/2023 les résultats d'analyses des prélèvements réalisés le 20/10/2022. Ces résultats sont conformes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejet des eaux pluviales au milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, gestion des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de ses installations afin de prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement [...].
Constats : Les bassins nord et sud ont rejeté des eaux pluviales qui, par brassage dans le milieu naturel (débit important sur terrain accidenté), ont été à l'origine de formation de mousse. Ces mousses sont attestées pour les exutoires des deux bassins par les photographies transmises par l'exploitant à l'Inspection des installations classées les 26 et 27 mars. Le jour de la visite, le 27 mars, seul l'exutoire du bassin sud porte des traces du phénomène moussant dans des creux d'eau de quelques décimètres carrés. Comparativement à des épisodes de même nature constatés précédemment à l'exutoire du bassin sud, la mousse formée est moindre. Elle est cantonnée au parcours de l'écoulement et ne forme pas une "masse" épaisse. Cette différence est à mettre en relation avec l'utilisation d'un second exutoire pour ce même bassin sud, permettant de diminuer les débits d'écoulement et l'intensité de la formation de l'émulsion.
Observations : La formation de mousse est constatée lors d'épisodes pluvieux intenses qui entraînent le rejet des eaux météoriques vers le milieu naturel depuis les bassins d'orage. Ces eaux sont captées après ruissellement sur les plateformes de stockages de déchets plastiques - divers contenants issus de la collecte sélective des ordures ménagères - en attente de valorisation. Elles peuvent alors, selon l'état du stock, se charger en résidus de produits d'hygiène (savons, lessives..) et, avec la vitesse d'écoulement, former de la mousse. Une action corrective est attendue avec la mise en œuvre des mesures de gestion des eaux du site prévues par le dossier d'autorisation environnementale et de régularisation - en cours d'instruction. L'action de l'exploitant sur l'abaissement des débits de rejet du bassin sud est menée en ce sens. Par ailleurs, une vidéo non datée et publiée anonymement montrant un écoulement noir à l'exutoire d'un bassin du site, identifié par l'exploitant, circule sur les réseaux sociaux. L'inspection ne dispose pas d'élément permettant de relier fermement ce fait à l'épisode pluvieux qui a donné lieu aux rejets d'eaux moussantes du dimanche 26 mars et à la visite d'inspection du 27 mars 2023. Suite au signalement de la vidéo qu'il a reçu le 17 avril, l'exploitant déclare avoir procédé au curage du bassin incriminé et du dispositif d'épuration associé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Entretien des abords du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 2.1.7
Thème(s) : Risques chroniques, entretien de l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant doit être régulièrement entretenu et maintenu en bon état de propreté et d'esthétique.
Constats : L'épisode pluvieux à l'origine des écoulement moussants a été accompagné par des rafales de vent. Des débris de plastiques sont présents hors des limites du sites le long de la clôture. Lors de la visite, il est constaté qu'une équipe effectue le ramassage de ces déchets. Il est par ailleurs constaté que des dépôts de déchets ont été réalisés à proximité du site. Les employés d'Environnement Massif Central alors chargés de l'entretien des abords déclarent avoir procédé au ramassage de nombreux pots en verre. L'exploitant déclare que des apports externes de déchets à proximité de son site ont été constatés plusieurs fois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôles des installations de gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 3.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, gestion des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte et le bassin de stockage et de régulation des eaux ainsi que l'ensemble des ouvrages annexes doivent être inspectés après chaque épisode pluvieux important de manière à s'assurer de leur bon fonctionnement. Les débourbeurs/séparateurs d'hydrocarbures sont vidangés régulièrement, les boues et hydrocarbures récupérés sont éliminés suivant les prescriptions du présent arrêté. L'exploitant identifie les personnes chargées d'assurer la surveillance, l'entretien régulier et le maintien permanent en condition de l'ensemble des ouvrages hydrauliques. Des justificatifs de ce suivi régulier sont maintenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant déclare effectuer des vérifications lors des épisodes pluvieux important, et assurer une surveillance hebdomadaire des exutoires de ses bassins. Les justificatifs de ce suivi n'ont pas été fourni à l'inspection des installations classées. L'exploitant déclare avoir curé le bassin et le séparateur. L'outil d'enregistrement des opérations de nettoyage des bassins transmis à l'inspection est vierge, la traçabilité n'est pas assurée. Les justificatifs d'élimination des boues n'ont pas été transmis. Ces faits constituent une non conformité à l'article 3.5.4 de l'arrêté du 8 juin 2010.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Surveillance des rejets acqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, qualité des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance des paramètres définis à l'article 3.6 dans les eaux rejetées, que ce soit au milieu naturel ou dans le réseau d'assainissement communal. Une surveillance régulière de la qualité des eaux pluviales rejetées ou recueillies au niveau des bassins de collecte et de régulation des eaux pluviales (hors compostage) est assurée par l'exploitant. [...] une mesure périodique des concentrations des différents polluants est effectuée semestriellement par un organisme agréé.
Constats : L'exploitant a transmis le 22 mai 2023 les résultats des analyses des prélèvements réalisés le 20 octobre 2022 pour chacun des bassins du site. Les concentrations mesurées sont conformes aux valeurs limites d'émission.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet